

- g) Trois représentants de la profession concernée par l'appellation d'origine, ou leurs suppléants ;
- h) Deux personnes reconnues pour leurs compétences scientifiques ou techniques dans le secteur de l'appellation d'origine concernée.

Les membres visés au point g) sont nommés pour trois ans, par arrêté du Président de la Polynésie française, sur proposition des présidents des groupements ou associations professionnels, organismes ou syndicats représentatifs de la profession concernée par l'appellation d'origine. Les membres visés au point h) sont nommés pour trois ans, par arrêté du Président de la Polynésie française, sur proposition du ministre concerné par l'appellation d'origine.

La commission se réunit au moins une fois par année civile.

Le secrétariat de la commission est assuré par le service des affaires économiques.

“Art. 9-4. — Le fonctionnement de la commission est fixé par arrêté pris en conseil des ministres.

“Art. 9-5. — Pour permettre le contrôle de la qualité et de l'origine des produits revendiquant une appellation d'origine, les producteurs, transformateurs et conditionneurs doivent tenir régulièrement à jour un registre ou tout autre document comptable qui est rendu obligatoire selon des modalités définies par arrêté pris en conseil des ministres.

Aux fins de vérification des caractéristiques des produits, la commission peut faire procéder, à ses frais, à des analyses et demander à cette fin aux agents assermentés visés à l'article 9-6 ci-dessous d'effectuer les prélèvements nécessaires.

Indépendamment de l'application de la réglementation relative à la répression des fraudes et des falsifications, la commission de contrôle peut notifier aux contrevenants un avertissement dans le cas où le produit soumis au contrôle et revendiquant une appellation d'origine n'est pas conforme aux prescriptions et aux caractéristiques définies pour cette appellation d'origine.

Après mise en demeure restée sans effet, la commission de contrôle peut proposer au Président de la Polynésie française de prononcer une suspension du droit à l'appellation d'origine par le contrevenant.

Cette suspension du droit à l'appellation d'origine est prononcée par arrêté du Président de la Polynésie française, publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé. La suspension est maintenue tant que les prescriptions et caractéristiques visées à l'alinéa précédent ne sont pas respectées.

“Art. 9-6. — Les agents assermentés de l'administration polynésienne, notamment ceux du service des affaires économiques, du service du développement rural, du service de la perliculture et du service de l'artisanat sont habilités pour réaliser, chacun en ce qui le concerne et dans la limite des missions de leur service respectif, les contrôles pour la commission de contrôle des appellations d'origine. Ces agents rendent compte annuellement de leurs contrôles à la commission.

Toute infraction aux dispositions de la présente loi et des arrêtés pris pour son application est recherchée et constatée conformément aux dispositions de la réglementation relative à la recherche et la constatation des infractions en matière de consommation.”

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 6 février 2008.
Oscar Mañutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, du travail,
de l'emploi, de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de la perliculture,
des petites et moyennes entreprises
et de l'industrie,*
Michel YIP.

*Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et des forêts,*
Léon LICHTLE.

*Le ministre de l'artisanat
et de la condition féminine,*
Valentina CROSS.

Travaux préparatoires :

- Avis n° 2-2007 HCPF du 23 janvier 2007 du haut conseil de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 1621 CM du 28 novembre 2007 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports, le 3 décembre 2007 ;
- Rapport n° 121-2007 du 3 décembre 2007 de M. André Pihaatae, rapporteur du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 17 décembre 2007 ; texte adopté n° 2007-12 LP/APF du 17 décembre 2007 ;
- Publication à titre d'information au JOPF n° 56 NS du 26 décembre 2007.

LOI DU PAYS n° 2008-3 du 6 février 2008 portant modification du livre 1er du code de l'environnement quant aux dispositions relatives aux espèces et aux espaces.

NOR : MDE0701892LP

Après avis du haut conseil de la Polynésie française,

Après avis du Conseil économique, social et culturel,

L'assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — L'article D. 100-1 est abrogé et remplacé comme suit :

“Art. LP. 100-1. — Définitions

Aux fins du présent code, on entend par :

- *Diversité biologique ou biodiversité* : variété et variabilité des organismes vivants et des complexes écologiques dont ils font partie : elle comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes et des paysages.

- *Ecosystème* : le complexe dynamique formé de communautés de plantes, d'animaux, de micro-organismes et de leur environnement non vivant qui, par leur interaction, forment une unité fonctionnelle.
- *Conservation 'ex situ'* : la conservation d'éléments constitutifs de la diversité biologique en dehors de leur milieu naturel.
- *Spécimen* : tout animal ou toute plante, vivant(e) ou mort(e), ainsi que toute partie ou tout produit issu de l'animal ou de la plante.
- *Espèce* : unité taxonomique fondamentale dans la classification du monde vivant, pouvant s'appliquer à une espèce au sens strict du terme mais aussi à une variété, une race ou tout autre taxon inférieur.
- *Espèce en danger* : espèce en danger d'extinction immédiate et dont la survie n'est pas assurée si les facteurs responsables de sa diminution agissent encore.
- *Espèce vulnérable* : espèce dont la population est en diminution et qui devra être placée dans la catégorie d'espèce en danger si les facteurs responsables de cette diminution continuent d'agir.
- *Espèce rare* : espèce représentée par de faibles effectifs, actuellement ni "en danger", ni "vulnérable", mais à risque.
- *Espèce d'intérêt particulier* : espèce qui n'est pas menacée ailleurs, mais dont le maintien est incertain compte tenu de la diminution de ses effectifs et de la réduction de ses habitats. Sa présence en Polynésie française n'est pas importante pour sa survie, mais elle enrichit la biodiversité locale. Cette catégorie comporte également les espèces présentant un intérêt social, culturel ou traditionnel.
- *Habitat* : le lieu ou type de site dans lequel un organisme ou une population existe à l'état naturel.
- *Restauration* : voie qui consiste, par le seul jeu de l'abandon ou d'un contrôle raisonné de la pression de l'homme, à arrêter la dégradation d'un écosystème et à favoriser son retour à un état antérieur.
- *Réhabilitation* : voie qui consiste à remettre un écosystème sur sa bonne trajectoire dynamique et de rétablir un bon niveau de résilience. Elle a pour objet principal de réparer les fonctions endommagées ou bloquées d'un écosystème.
- *Paysage* : portion structurée du territoire observable globalement à partir d'un point donné, comprenant un ensemble d'éléments naturels géomorphologiques, et éventuellement hydrologiques, végétaux et/ou d'origine artificielle liés à l'action humaine.
- *Espace protégé* : tout espace géographiquement délimité, soumis à réglementation et géré en vue d'atteindre des objectifs spécifiques de conservation.
- *Aquariophilie* : tout élevage, à des fins non principalement commerciales, d'une ou plusieurs espèces marines, dans un environnement artificiel ou naturel permettant de les conserver et de les traiter avec soin, poursuivant un objectif pédagogique.
- *Aquarioculture* : tout élevage, à des fins non principalement commerciales, d'une ou plusieurs espèces marines, dans un environnement artificiel ou naturel permettant de les conserver et de les traiter avec soin, poursuivant un objectif de réhabilitation écologique et de réintroduction des espèces dans leur milieu naturel.

Les fins non principalement commerciales impliquent que l'activité autorisée, non lucrative, poursuit un objectif prioritairement pédagogique ou de repeuplement, éventuellement accessoirement touristique, et ne peut en aucun cas engendrer de bénéfices. De façon auxiliaire, elle peut donner

lieu à une exploitation indirectement commerciale et limitée à la seule couverture des frais nécessaires à la réalisation de l'objectif fixé."

Art. LP. 2.— L'article D. 121-1 est abrogé et remplacé comme suit :

"Art. LP. 121-1.— Après avis de la commission des sites et des monuments naturels, le conseil des ministres fixe par arrêté une liste des espèces animales et végétales en danger, vulnérables, rares ou d'intérêt particulier dont la conservation présente un intérêt conformément aux principes énoncés à l'article LP. 100-2, ci-après dénommée la liste des espèces protégées.

Cette liste est présentée sous forme d'un tableau comportant le nom scientifique de l'espèce, sa famille, son nom vernaculaire français et polynésien s'il est disponible, son statut et sa répartition.

Elle comprend deux catégories : A et B. La catégorie A comprend les espèces considérées comme vulnérables ou en danger. La catégorie B comprend les espèces considérées comme rares ou d'intérêt particulier.

L'inscription d'une espèce dans la catégorie A s'appuie sur des éléments scientifiques permettant d'évaluer le statut de l'espèce : vulnérable ou en danger. Ces éléments scientifiques sont consultables par le public à la direction de l'environnement.

L'inscription d'une espèce dans la catégorie B est subordonnée à la production d'une notice énonçant les présomptions internationales et/ou locales justifiant de la protection envisagée. Cette notice est établie par la direction de l'environnement et est consultable par le public à la direction de l'environnement.

Selon la même procédure, il est établi une carte des parties du territoire qui représentent des habitats sensibles, notamment en tant qu'habitats d'espèces protégées."

Art. LP. 3.— L'article D. 121-2 du code de l'environnement est abrogé et remplacé comme suit :

"Art. LP. 121-2.— En vue de protéger les espèces appartenant à la catégorie A de la liste des espèces protégées, sont interdits en tout temps et en tout lieu :

- la destruction, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la capture intentionnelle ou l'enlèvement, la naturalisation des spécimens vivants de ces espèces animales et de leurs œufs ou qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, leur importation ou leur exportation ;
- la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de spécimens vivants de ces espèces végétales, ou qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, leur importation ou leur exportation ;
- la destruction, l'altération, la modification ou la dégradation des habitats sensibles desdites espèces.

L'importation des espèces protégées est interdite sous tous régimes douaniers.

Le Président de la Polynésie française peut autoriser, dans les conditions déterminées par un arrêté pris en conseil des ministres, le transport et la détention des spécimens d'animaux morts, aux fins de destruction, analyse, et/ou autopsie."

Art. LP. 4.— L'article D. 121-3 du code de l'environnement est abrogé et remplacé comme suit :

"Art. LP. 121-3.— En vue de permettre la reconstitution des populations d'espèces appartenant à la catégorie B de la liste des espèces protégées notamment pendant les périodes ou les circonstances où elles sont particulièrement vulnérables, il est possible de :

- soumettre un habitat sensible desdites espèces à un régime particulier conformément aux dispositions de l'article LP. 111-4 du présent titre. Les habitats ainsi protégés pour une durée et selon des prescriptions limitées sont appelés 'réserves temporaires' ;
- prescrire sur l'ensemble de la Polynésie française, pour une durée limitée et pour certaines espèces, une partie ou la totalité des interdictions mentionnées à l'article LP. 121-2.

Un arrêté pris en conseil des ministres, après avis de la commission des sites et des monuments naturels, précise les espèces concernées et les modalités d'application de ces restrictions."

Art. LP. 5.— Le titre de la sous-section 1, de la section 3, du chapitre Ier, titre 2 du code de l'environnement, est modifié comme suit :

"Sous-section 1 - Conservation"

Art. LP. 6.— L'article D. 121-4 du code de l'environnement est abrogé et remplacé comme suit :

"Art. LP. 121-4.— Lorsque la protection de certaines espèces appartenant à la liste des espèces protégées s'avère insuffisante, ou dans le cas de programmes de réintroduction à des fins de conservation, la détention, l'exportation ou l'importation, et l'entretien des espèces protégées dans des installations de conservation *'ex situ'* ou dans le milieu naturel peuvent être autorisés, par arrêté du Président de la Polynésie française, et sur présentation d'un dossier explicitant précisément le programme de conservation.

Des arrêtés pris en conseil des ministres fixent les conditions d'octroi des autorisations visées à l'alinéa précédent, ainsi que celles des dérogations de capture, de cueillette ou d'enlèvement, de détention, d'importation et d'exportation des spécimens d'espèces protégées pour les personnes physiques ou morales désirant assurer leur conservation, les normes d'élevage et/ou de culture, et les pourcentages et conditions de relâcher et/ou de réimplantation dans le milieu naturel.

Toute utilisation de spécimens d'espèces protégées à des fins autres que celles expressément spécifiées dans l'arrêté portant dérogation fera l'objet d'une suspension immédiate de la dérogation."

Art. LP. 7.— Le titre de la sous-section 2, de la section 3 du chapitre Ier, titre 2 du code de l'environnement, est modifié comme suit :

"Sous-section 2 - Recherche scientifique, aquariophilie et aquarioculture"

Art. LP. 8.— L'article D. 121-5 du code de l'environnement est abrogé et remplacé comme suit :

"Art. LP. 121-5.— Des dérogations à tout ou partie des interdictions mentionnées à l'article LP. 121-2 du présent code peuvent être accordées par arrêté du Président de la Polynésie française, après avis de la commission des sites et des monuments naturels, à des fins strictement de recherche, dans les conditions et selon les modalités fixées par arrêté pris en conseil des ministres.

Des dérogations à tout ou partie des interdictions mentionnées à l'article LP. 121-2 du présent code, excepté à l'interdiction d'exportation, peuvent être accordées, par arrêté du Président de la Polynésie française, après avis de la commission des sites et des monuments naturels, pour l'aquariophilie en Polynésie française de spécimens d'espèces marines et d'eau douce protégées. Ces autorisations sont octroyées dans les conditions et selon les modalités définies par arrêté pris en conseil des ministres.

Des dérogations à tout ou partie des interdictions mentionnées à l'article LP. 121-2 du présent code, excepté à l'interdiction d'exportation, peuvent être accordées, par arrêté du Président de la Polynésie française, après avis de la commission des sites et des monuments naturels, pour l'aquarioculture en Polynésie française de spécimens d'espèces marines et d'eau douce protégées. Ces autorisations sont octroyées dans les conditions et selon les modalités définies par arrêté pris en conseil des ministres."

Art. LP. 9.— L'article D. 124-81 du code de l'environnement est abrogé.

Art. LP. 10.— L'article D. 124-82 du code de l'environnement est abrogé et remplacé comme suit :

"Art. LP. 124-81.— 1° Sont punies d'une peine d'emprisonnement de trois mois et d'une amende de 1 000 000 F CFP, ou de l'une de ces deux peines, les infractions aux dispositions des articles LP. 111-4, LP. 111-6, LP. 111-7, LP. 111-8, LP. 111-10, LP. 121-2, LP. 121-3, LP. 121-4, LP. 121-5, LP. 121-6, LP. 121-7, LP. 123-1, LP. 123-2 et LP. 123-3 du présent code, ainsi que les infractions aux mesures d'application de ces dispositions.

En cas de récidive, il est prononcé une peine d'emprisonnement de six mois et une amende de 2 000 000 F CFP, ou l'une de ces deux peines seulement.

En outre, les infractions aux dispositions des articles LP. 121-2, LP. 121-3, LP. 121-4 et LP. 121-5 et de leurs mesures d'application, sont passibles des sanctions suivantes :

- confiscation des armes, filets, engins et autres instruments de capture, de récolte ou d'enlèvement, ainsi que des moyens de transport (avions, bateaux, automobiles, etc.) utilisés par les contrevenants, prononcée par le tribunal en cas de condamnation ;
- confiscation et, s'il y a lieu, destruction des armes, filets, engins, instruments de capture, de récolte ou d'enlèvement, moyens de transport (avions, bateaux, automobiles, etc.) abandonnés par les contrevenants restés inconnus, ordonnés par le tribunal, au vu du procès-verbal ;

- confiscation des spécimens prononcée par le tribunal. Les spécimens vivants seront dans la mesure du possible, sur proposition de la direction de l'environnement, réintroduits dans leur milieu naturel d'origine. A défaut, il sera procédé soit à leur remise contre décharge à des personnes physiques ou morales œuvrant pour la recherche ou pour la conservation de la nature, soit à leur destruction.

En outre, les infractions aux dispositions des articles LP. 123-1, LP. 123-2 et LP. 123-3 et à leurs mesures d'application sont passibles des sanctions suivantes :

- confiscation des spécimens prononcée par le tribunal.

Il est procédé à la destruction immédiate des spécimens vivants d'espèces végétales. Les spécimens vivants d'espèces animales sont, dans la mesure du possible, sur proposition de la direction de l'environnement, renvoyés vers leur lieu d'origine. A défaut, il est procédé à leur destruction.

Les présentes sanctions pénales s'appliquent sans préjudice des dispositions du code des douanes se rapportant aux réglementations que l'administration des douanes est chargée d'appliquer.

Enfin, en cas d'infraction aux dispositions des articles LP. 111-4, LP. 111-6, LP. 111-7, LP. 111-8, LP. 111-10, LP. 121-2, LP. 121-3, LP. 121-4, LP. 121-5, LP. 121-6, LP. 121-7, LP. 123-1, LP. 123-2 et LP. 123-3 du présent code, ainsi qu'à leurs mesures d'application, le juge peut ordonner la remise en état des lieux aux frais du contrevenant et, le cas échéant, prescrire la destruction des constructions et aménagements de toute nature ayant un caractère irrégulier."

Art. LP. 11.— Après l'article LP. 124-81 du code de l'environnement, il est inséré un nouvel article LP. 124-82 rédigé comme suit :

"Art. LP. 124-82.— I. - 1° Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, ou souterraines, ou dans les eaux de la mer jusqu'à la limite extérieure des eaux territoriales de la Polynésie française, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou à la flore ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau, ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 8 900 000 F CFP.

Cette disposition ne s'applique pas aux rejets des effluents traités conformément à la réglementation en vigueur.

2° Ces mêmes peines et mesures sont applicables au fait de jeter ou d'abandonner des déchets en quantité importante dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer jusqu'à la limite extérieure des eaux territoriales de la Polynésie française, sur les plages ou sur les rivages de la mer. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires.

3° Par exception au 1°, lorsque les rejets ont lieu dans les cours d'eau, canaux, ruisseaux et plans d'eau avec lesquels ils communiquent, en amont le cas échéant de la limite de salure des eaux, et concernant des substances dont l'action ou les réactions ont détruit le poisson, nui à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire, les peines encourues sont deux ans d'emprisonnement et 2 100 000 F CFP d'amende.

Le tribunal peut en outre ordonner la publication d'un extrait du jugement aux frais de l'auteur de l'infraction dans deux journaux.

4° Par exception au 1°, lorsque les rejets ont lieu dans la mer ou dans les eaux salées, et sont nuisibles pour la conservation ou la reproduction des mammifères marins, poissons, crustacés, coquillages, mollusques ou végétaux, ou de nature à les rendre impropres à la consommation, la peine encourue est de 2 600 000 F CFP d'amende. Le tribunal peut en outre ordonner l'affichage de la décision ou sa publication aux frais de l'auteur dans deux journaux.

En cas de condamnation et lorsque les rejets sanctionnés proviennent de dépôts ou d'installations fixes, le tribunal fixe, s'il y a lieu, les mesures à prendre pour faire cesser l'infraction ou en éviter la récurrence, le délai dans lequel ces mesures devront être exécutées et le montant de l'astreinte dans la limite de 35 000 F CFP par jour de retard. L'astreinte cesse de courir le jour où les mesures prescrites sont complètement exécutées. Elle est alors liquidée par le tribunal à la demande de l'intéressé et recouvrée par le comptable du Trésor comme une amende pénale. Elle ne donne pas lieu à contrainte judiciaire.

II. - Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement des infractions prévues au paragraphe I, commises pour leur compte par leurs organes ou représentants, sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes faits.

Les peines encourues sont, conformément aux articles 131-38 et 131-39 du code pénal :

1° Une amende représentant le quintuple de celle applicable aux personnes physiques

2° Les peines complémentaires suivantes :

- l'interdiction à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer directement ou indirectement l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise ;
- le placement, pour une durée de cinq ans au plus, sous surveillance judiciaire ;
- la fermeture définitive ou pour une durée de cinq ans au plus des établissements ou de l'un ou de plusieurs des établissements de l'entreprise ayant servi à commettre les faits incriminés ;
- l'exclusion des marchés publics à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus ;
- l'interdiction à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, de faire appel public à l'épargne ;
- la confiscation de la chose qui a servi ou qui était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit ;
- l'affichage de la décision prononcée ou la diffusion de celle-ci soit par la presse écrite, soit par tout moyen de communication au public par voie électronique."

Art. LP. 12.— Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi d'homologation, seules les peines d'amende et les peines complémentaires sont applicables.

Art. LP. 13.— Les dispositions des articles D. 100-2, D. 111-8, D. 111-4, D. 111-10, D. 111-6, D. 111-7, D. 121-2, D. 121-3, D. 121-4, D. 121-5, D. 121-6, D. 121-7, D. 123-1,

D. 123-2 et D. 123-3 prennent valeur de loi du pays ; lesdits articles sont en conséquence numérotés en LP. 100-2, LP. 111-8, LP. 111-4, LP. 111-10, LP. 111-6, LP. 111-7, LP. 121-2, LP. 121-3, LP. 121-4, LP. 121-5, LP. 121-6, LP. 121-7, LP. 123-1, LP. 123-2 et LP. 123-3.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 6 février 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre du développement
et de l'environnement,*
Georges HANDERSON.

*Le ministre de la mer, de la pêche
et de l'aquaculture,*
Keitapu MAAMAATUALAHUTAPU.

*Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et des forêts,*
Léon LICHTLE.

Travaux préparatoires :

- Avis n° 9-2006 HCPF du 5 mai 2006 et n° 35-2006 HCPF du 14 novembre 2006 du haut conseil de la Polynésie française ;
- Avis n° 29-2006 CESC du 21 novembre 2006 du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 1479 CM du 31 octobre 2007 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission de l'aménagement, de l'espace naturel, rural et urbain, de l'environnement, de l'urbanisme, de la qualité de la vie et de la gestion du domaine public le 27 novembre 2007 ;
- Rapport n° 112-2007 du 27 novembre 2007 de Mme Unutea Hirshon, rapporteur du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 17 décembre 2007 ; texte adopté n° 2007-13 LP/APF du 17 décembre 2007 ;
- Publication à titre d'information au JOPF n° 56 NS du 26 décembre 2007.

LOI DU PAYS n° 2008-4 du 6 février 2008 portant statut de la mutualité en Polynésie française.

Après avis du haut conseil de la Polynésie française,

Après avis du Conseil économique, social et culturel,

L'assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION 1

Définition, composition et constitution des mutuelles

Article LP. 1er.— Les mutuelles sont des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Elles acquièrent la qualité de mutuelle et sont soumises aux dispositions de la présente loi du pays à dater de l'approbation de leurs statuts par arrêté du Président de la Polynésie française. Elles mènent, notamment au moyen des cotisations versées par leurs adhérents, et dans l'intérêt de ces derniers et de leurs ayants droit, une action de prévoyance, de solidarité et d'entraide, dans les conditions prévues par leurs statuts, afin de contribuer au développement culturel, moral, intellectuel et physique de leurs adhérents et à l'amélioration de leurs conditions de vie. Ces statuts définissent leur objet social, leur champ d'activité et leurs modalités de fonctionnement, conformément aux dispositions de la présente loi du pays.

Les mutuelles peuvent avoir pour objet :

- 1° De réaliser les opérations d'assurance suivantes :
 - a) Couvrir les risques de dommages corporels liés à des accidents ou à la maladie ;
 - b) Contracter des engagements dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine, verser un capital en cas de mariage ou de naissance d'enfants ;
 - c) Réaliser des opérations de protection juridique et d'assistance aux personnes ;
 - d) Couvrir le risque de perte de revenus liée au chômage ;
 - e) Couvrir les risques en responsabilité civile ;
- 2° D'assurer la prévention des risques de dommages corporels liés à des accidents ou à la maladie, ainsi que la protection de l'enfance, de la famille, des personnes âgées, dépendantes ou handicapées ;
- 3° De mettre en œuvre une action sociale ou gérer des réalisations sanitaires, sociales ou culturelles ;
- 4° De participer à la gestion d'un régime légal d'assurance maladie et maternité en application des dispositions autorisées par la réglementation régissant la Caisse de prévoyance sociale de Polynésie française et d'assurer la gestion d'activités et de prestations sociales pour le compte des collectivités publiques.

Elles peuvent accepter les engagements mentionnés au 1° ci-dessus en réassurance.

Elles peuvent également, à la demande d'autres mutuelles ou unions, se substituer intégralement à ces organismes pour la délivrance de ces engagements.

Les associations ou groupements de toute nature qui font appel à des cotisations de leurs adhérents pour atteindre principalement un ou plusieurs des buts visés au 1° de l'article LP. 1er, doivent se placer sous le régime des mutuelles prévues par la présente loi du pays.

L'activité des mutuelles ne peut s'exercer que dans le respect de la garantie des libertés publiques, notamment des dispositions de l'article L. 1141-1 du code de la santé publique rendu applicable en Polynésie française.

Art. LP. 2.— Les mutuelles peuvent admettre, d'une part des membres participants qui, en échange du versement d'une cotisation, acquièrent ou font acquérir à leurs ayants droit vocation aux avantages sociaux. Les conditions dans lesquelles une personne est considérée comme ayant droit d'un membre participant sont définies par les statuts.

D'autre part, les mutuelles peuvent admettre des membres honoraires qui paient une cotisation, font des dons ou ont rendu des services équivalents, sans bénéficier des avantages sociaux. Les statuts peuvent prévoir des modalités particulières en vue de faciliter l'admission des membres honoraires comme membres participants.

Les mineurs peuvent faire partie des mutuelles avec l'autorisation de leur représentant légal.

Les mutuelles ne peuvent instituer des avantages particuliers en faveur de certains adhérents et au détriment des autres, s'ils ne sont pas justifiés, notamment par les risques apportés, les cotisations fournies ou la situation de famille des intéressés.

Art. LP. 3.— Les statuts adoptés par l'assemblée constitutive doivent être déposés, contre récépissé, en deux exemplaires au siège de la circonscription administrative du siège social quand celui-ci est situé hors des îles du Vent. Un exemplaire est immédiatement transmis au ministre en charge de la protection sociale. Quand le siège social se situe dans les îles du Vent les statuts doivent être déposés, contre récépissé, auprès du ministre en charge de la protection sociale.